

Une brève histoire de l'Iran moderne

par HOUSHANG SEPEHR*

L'Iran, appelé la Perse avant 1934, joue depuis des siècles un rôle charnière entre le monde arabe, la Turquie, le sous-continent indien (colonisé jusqu'en 1946 par la Grande-Bretagne) et le Caucase (dominé par la Russie jusqu'en 1989).

LI'IRAN AVANT LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Au XIX^e siècle et au début du XX^e le royaume perse, dont le monarque porte le titre de Chah, échappe à la colonisation directe du fait de l'équilibre des forces entre deux grandes puissances prédatrices :

- La Russie qui s'implante dans le Nord du pays ;
- La Grande-Bretagne, qui contrôle le Sud-Est, exporte ses produits manufacturés, aux dépens des marchands et artisans iraniens (bazaris) étroitement liés aux religieux musulmans chiites. À l'initiative de chefs religieux une révolte victorieuse a lieu en 1890 contre le monopole britannique sur le tabac.

En 1901, un britannique obtient une concession de recherche pétrolière qui débouche, en 1908, sur la découverte d'un gigantesque champ de pétrole. Des investisseurs de ce pays créent alors pour l'exploiter l'Anglo-Persian Oil Company (APOC), l'ancêtre de l'actuel BP (British Petroleum).

La révolution constitutionnelle de 1906-1911

Elle se situe dans la foulée de la révolution russe de 1905. Le Chah doit accepter l'instauration d'une Constitution et d'un Parlement limitant étroitement les pouvoirs du monarque. Les premiers syndicats ouvriers voient le jour, notamment dans l'imprimerie et le textile.

En 1907, un accord russo-britannique est conclu sur le partage de la Perse en zones d'influence. S'appuyant sur celui-ci, l'armée russe bombarde le Parlement en 1908, puis en 1911 la ville de Tabriz qui s'était soulevée.

Le gouvernement perse s'incline : il renvoie le Parlement et le Chah rétablit son autorité.

La première guerre mondiale

La Perse est un champ de bataille pour les belligérants. La marine de guerre britannique devient l'actionnaire majoritaire de la compagnie pétrolière APOC.

Les mobilisations d'après-guerre

Suite à la révolution russe de février 1917, soldats russes et démocrates iraniens fraternisent. Des grèves ont lieu et une centrale syndicale est créée.

Le pouvoir soviétique issu de la révolution d'octobre renonce aux anciens traités, annule la dette et retire ses troupes (janvier 1918).

Les dissidences régionales se multiplient (Kurdistan, Azerbaïdjan, Guilan). En mai 1920, est fondée la République du Guilan aux mains de petits fermiers, de religieux et de communistes.

La mise en place de la dynastie Pahlavi

Le colonel Rezâ Khân prend le pouvoir à l'instigation des britanniques qui veulent empêcher la contagion bolchévique (février 1921). Il abat la République du Guilan (septembre 1921), emprisonne ou contraint à l'exil les militants communistes et syndicaux.

En 1925, Rezâ Khân dépose la dynastie en place depuis 1779, et se proclame Chah.

Le nouveau Chah bâtit une armée moderne, développe des infrastructures, centralise l'État au détriment des chefs de tribus et du clergé chiite qui est brutalement réprimé. Il veut imposer le port de vêtements européens. Le port du voile est autoritairement interdit aux femmes (1936).

Malgré la répression, un mouvement ouvrier clandestin parvient à organiser des grèves, notamment dans l'industrie du pétrole.

LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET SES SUITES

Face aux sympathies du Chah pour le régime nazi, les troupes britanniques et soviétiques occupent l'Iran à partir de juin 1941. Reza Chah est contraint d'abdiquer en faveur de son fils Mohammed Reza. Le gouvernement et l'armée iranienne passent progressivement sous l'hégémonie totale des USA.

Conformément aux accords de Yalta, l'URSS n'a pas pour projet la remise en cause du régime iranien et de la mainmise occidentale. Elle s'engage à retirer ses troupes contre la promesse d'une participation majoritaire dans le capital d'une compagnie pétrolière.

Les mobilisations d'après-guerre

À Isphahan, des ouvriers s'emparent de réserves de grains et enclenchent une grève générale (janvier 1944). Une République autonome d'Azerbaïdjan est proclamée (22 novembre 1945), ainsi qu'une République kurde (22 janvier 1946).

En juillet 1946, dans le Khouzestan, 60 000 travailleurs font grève pendant 4 jours pour des revendications économiques, mais également contre le gouvernement militaire de la province et le contrôle britannique.

L'apogée du parti Toudéh

Suite à l'abdication de Reza Chah, de nombreux militants sont sortis de prison. Des anciens du Parti communiste et des premiers syndicats, ainsi que des intellectuels emprisonnés par le Chah fondent en octobre 1941 le parti Toudéh. Celui-ci devient le seul parti sérieusement organisé à l'échelle du pays. Ses militants

dirigent une confédération syndicale regroupant jusqu'à 400 000 membres. Il bénéficie du mécontentement social et du prestige de l'Union soviétique. Le parti prône une « voie parlementaire légale vers le changement social ». En août 1946, trois membres du Toudéh entrent au gouvernement.

La contre-offensive réactionnaire

Les trois ministres communistes sont chassés du gouvernement dès octobre 1946. Une répression brutale a lieu contre les syndicalistes. Le Toudéh est interdit en 1949.

Une offensive militaire est lancée contre les républiques autonomes après le départ de l'armée soviétique.

La tentative nationaliste

C'est désormais le mouvement nationaliste qui est sur le devant de la scène. Son leader, Mossadegh, a le soutien des marchands du Bazar, du clergé, de la petite bourgeoisie éduquée à l'occidentale et des masses urbaines pauvres.

Suite à la multiplication des grèves, le Chah appelle Mossadegh comme Premier ministre (29 avril 1951). Celui-ci fait voter la nationalisation du pétrole, déchaînant l'enthousiasme de la population.

Les compagnies britanniques et américaines organisent alors le blocus du pétrole iranien. En réaction, des manifestants s'en prennent aux symboles de la présence occidentale.

En juillet 1952, une crise éclate entre le Chah et Mossadegh pour le contrôle de l'armée. Ce dernier reçoit le soutien de la population de Téhéran qui affronte l'armée et ses tanks pendant cinq jours. Le clergé chiite retire alors son soutien à Mossadegh et se range aux côtés du monarque.

De son côté, la CIA organise un coup d'État (19 août 1953). Mossadegh est jeté en prison et une répression impitoyable s'abat notamment sur le Toudéh qui avait soutenu Mossadegh.

UN QUART DE SIÈCLE DE DICTATURE DU CHAH (1953-1979)

La politique du Chah

Les compagnies américaines se voient octroyer, en 1954, la mainmise sur 40 % de la production pétrolière. Elles réalisent par ailleurs de substantiels profits en équipant l'armée du Chah. Créée en 1957 avec l'aide de la CIA, la Savak (police politique) fait régner la terreur.

À partir de 1962, sous le nom de « révolution blanche », une réforme agraire d'ampleur met fin au mode de production traditionnel à la campagne. Une grande partie des produits alimentaires est désormais importée. Des millions de petits paysans sont expulsés de leurs terres et affluent vers les bidonvilles des villes.

Les inégalités sociales s'accroissent. On assiste à un enrichissement sans précédent des sommets de l'État, particulièrement après la hausse du prix du pétrole de 1973.



Manifestation contre le Chah, en 1952 à Téhéran, devant le Parlement.
Sur la banderole on lit : « Pas touche à notre Nation ! ».

L'opposition religieuse

Le clergé est la seule force indépendante du régime qui parvient à sauvegarder son implantation. Il réussit, tant bien que mal, à s'organiser grâce notamment au fait que les mosquées ne sont jamais investies par les forces de sécurité du régime monarchique. Au début des années 1960, l'ayatollah Khomeiny s'oppose ouvertement d'une part à la réforme agraire, d'autre part au projet de loi électorale. Cette dernière donnait aux femmes le droit de vote, et aux minorités non-musulmanes l'accès aux postes publics. L'arrestation de Khomeiny, le 3 juin 1963, déclenche des émeutes et des manifestations de masse que la Chah fait réprimer dans le sang. En 1964, Khomeiny est condamné à l'exil mais ses disciples continuent à agir clandestinement.

L'opposition de gauche modérée

Démantelé par la répression, le Toudèh souffre de la nouvelle politique de l'URSS qui se rapproche du Chah et commence à signer avec lui des accords commerciaux et de vente d'armes. Le Toudèh réussit néanmoins à maintenir une implantation clandestine à l'Université de Téhéran et dans les grands centres industriels.

L'opposition armée

Au début des années 1960, des intellectuels et des étudiants se réclamant en général du marxisme sont enthousiasmés par les luttes de libération en Algérie,

au Vietnam et à Cuba. Suite aux événements de 1963, ils ne voient pas d'autre issue que la lutte armée.

- Les Fédayines du peuple sont en partie animés par des militants originaires du Toudèh et de la gauche laïque du mouvement nationaliste de Mossadegh. Ils se réclament du mouvement communiste et ouvrier international ;
- Les Modjahédines du peuple se réclament à la fois de l'islam chiite et du socialisme.

À partir de 1971, les Fédayines du peuple et les Modjahédines du peuple se lancent dans la lutte armée et subissent des lourdes pertes. Ultérieurement, les Moujahédines du peuple se scindent en deux. La majorité se proclame « marxiste-léniniste », abandonne le nom des Modjahédines et, très peu de temps après, la lutte armée.

Aucunes de ces organisations n'a des relations organiques avec les travailleurs iraniens. Néanmoins, après la période révolutionnaire, les Fédayines et les Modjahédines du peuple forment, de loin, les principales forces organisées en dehors des pro-khomeynistes.

La montée des mécontentements

La petite-bourgeoisie traditionnelle (le bazar) se sent marginalisée par la Chah qui, de plus, la désigne souvent comme bouc émissaire.

De nombreux intellectuels ne supportent plus les atteintes aux droits de l'Homme. Les universités sont en effervescence.

Les grèves se multiplient et la population des bidonvilles se mobilise contre les expulsions.

Les partisans de Khomeiny sont les seuls à être en capacité de donner un cadre crédible à ce refus du régime en place.

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION (1979)

Les signes avant-coureurs

Les manifestations d'étudiants n'ont jamais cessé pendant la dictature du Chah. À l'été 1977, des mouvements de révolte se produisent dans les bidonvilles de la périphérie de Téhéran contre la démolition de leurs habitations par les autorités.

Le 7 janvier 1978, des étudiants en théologie sont mitraillés lors d'une manifestation protestant contre un article dans un journal pro-gouvernemental insultant Khomeiny. Il en ira de même 40 jours plus tard.

À partir de mars 1978, les populations pauvres des villes font grève et manifestent.

La loi martiale est décrétée suite au massacre du 8 septembre où les forces de sécurité tirent sur les manifestants faisant des centaines de morts.

En octobre, les grèves ouvrières se multiplient et prennent une tournure de plus en plus politique.

Dans le secteur du pétrole, se mettent en place des comités de grève qui organisent nationalement la baisse puis l'arrêt de la production ainsi que le blocage

des exportations. En janvier 1979 est fondé un syndicat national des travailleurs du pétrole regroupant 65 000 membres et qui entame une autogestion de cette branche d'industrie.

Début novembre, les étudiants et lycéens entrent massivement en lutte.

Toutes les forces politiques d'opposition se rangent derrière Khomeiny.

Finalement, le Chah part en exil le 16 janvier 1979, et le 1^{er} février Khomeiny revient au pays triomphalement.

Le renversement du régime monarchique

Alors que Khomeiny cherche à négocier une transition en douceur, une insurrection populaire a lieu à Téhéran du 9 au 13 février 1979. Elle débouche sur l'abolition de la monarchie.

On assiste dans les entreprises à une explosion de comités, de syndicats et de conseils ouvriers (Chora en persan). Ces derniers entendent exercer un contrôle sur la production ou encore enquêter sur les contrats conclus avec des sociétés étrangères.

C'est dans un tel contexte que le nouveau gouvernement décrète la nationalisation totale du pétrole (26 février), puis la nationalisation de l'industrie (16 juin).

La mise en place de la République islamique

Le gouvernement khomeyniste mené par Barzagan commence par désarmer la population et procéder à une épuration minime de l'armée. La nouvelle police politique (Savama) comporte nombre de membres de celle du Chah (Savak). L'ancien appareil de répression ayant été formé par les USA, Khomeiny le contrebalance toutefois par des milices islamiques, dont les Gardiens de la révolution (Pasdaran).

Le référendum de mars 1979 instaure une République islamique, avec le soutien du Toudèh et des Modjahédines du peuple. Le pouvoir politique est désormais sous le contrôle étroit des autorités religieuses, qui dressent notamment la liste des candidats autorisés à se présenter aux élections, peuvent démettre le Président de ses fonctions et ont le pouvoir d'invalider les décisions du Parlement. Les religieux ont également la mainmise sur l'armée, la radio et la télévision d'État. Les femmes manifestant à l'occasion du 8 mars 1979 sont violemment agressées par des militants islamistes. Pendant l'été 1979, la liberté de la presse est attaquée par le pouvoir. L'intervention de l'armée et des Gardiens de la révolution contre les kurdes fait des centaines de morts. Les organisations de gauche sont interdites et leurs locaux attaqués.

Mais la crise avec les USA résultant de l'occupation, à partir du 4 novembre 1979, de leur ambassade par des étudiants khomeynistes jette à nouveau l'essentiel des organisations de gauche dans les bras du régime.

PLUS DE TRENTE ANS DE DICTATURE ISLAMISTE

Son histoire est en partie rythmée par la succession des Présidents de la république agissant sous le contrôle étroit des autorités religieuses.

Bani-Sadr (1980-1981)

Elu en janvier 1980, Bani-Sadr procède à une réforme agraire (mars 80). Il poursuit la répression contre les kurdes. Les milices islamistes agressent les étudiants, et à partir d'avril, les universités resteront fermées pendant deux ans.

Le 22 septembre 1980, l'Irak de Saddam Hussein attaque militairement l'Iran. Saddam Hussein veut notamment se poser comme le nouveau relais des puissances occidentales dans la région. Bani Sadr est rapidement destitué par les autorités religieuses (21 juin 81).

Khâmenei (1981-1988)

La guerre avec l'Irak va durer 8 ans (de septembre 1980 à août 1988). Les estimations des pertes en vies humaines varient de 600 000 à 1 200 000 iraniens, et de 250 000 à 400 000 irakiens. Cette guerre facilite la stabilisation du régime iranien, mais le pays en sort exsangue économiquement.

Profitant de l'élan nationaliste provoqué par l'invasion Irakienne, le régime islamique établit un climat d'état de siège. Les travailleurs qui osent revendiquer sont mis au ban de la nation. À partir de juin 1981, les Modjahédines du peuple sont physiquement exterminés, les organisations d'opposition de gauche subissent de très lourdes pertes, puis le parti Toudeh et les « Fedayines- majoritaires », jusqu'ici alliés indéfectibles de l'État islamique, sont à leur tour démantelés (février 83).

À noter que Moussavi, qui se présentera en 2009 comme l'homme du changement, est Premier ministre de 1981 à 1989, période pendant laquelle plus de 30 000 opposants de gauche ou Modjahédines sont exécutés.

Rafsanjâni (1988-1997)

Aux élections présidentielles de 1988, deux candidats seulement ont eu le droit de se présenter, et Rafsanjâni recueille 96 % des suffrages exprimés !

En 1989, suite au décès de Khomeiny, l'ancien président Khâmenei devient le Guide suprême.

Le pouvoir renforce son appareil de répression sur le lieu de travail par le biais de « Conseils islamiques du travail » et en redonnant vie aux « Maisons des travailleurs » datant de la période du Chah.

La mise en place d'une politique néolibérale et son cortège de privatisations s'accompagne du développement de la corruption : d'après le magazine américain Forbes, le Président Rafsanjâni et la famille auraient mis la main sur des pans entiers de l'économie du pays.

Le mécontentement de la population est tel qu'aux élections de 1997, le candidat lié au clan au pouvoir ne recueille que 25 % des suffrages.

Khâtami (1997-2005)

En votant pour Khâtami à 69 %, les électeurs avaient montré leur volonté de changement. Cet ancien ministre recherche l'appui des couches moyennes urbaines et se heurte à l'opposition des courants religieux les plus conservateurs.



Manifestation à Téhéran en 2009

Lors de son premier mandat, une détente a lieu avec les puissances occidentales. Le président Bush y met un terme dans les mois qui suivent l'attentat du 11 septembre 2001. La tension s'amplifie à partir de 2003 autour de la question du nucléaire iranien.

Les élections présidentielles de 2005 voient la victoire imprévue d'Ahmadinejad.

Ahmadinejad (2005-)

Le nouveau président s'appuie d'une part sur la partie la plus conservatrice du clergé chiite, d'autre part sur les Pasdarans dont il est lui-même issu. Ahmadinejad consolide considérablement le pouvoir politique et économique de ces derniers.

Utilisant un discours nationaliste et tiers-mondiste, Ahmadinejad se présente volontiers comme le président des pauvres et des laissés pour compte. Simultanément, il réprime violemment les travailleurs, les femmes et les minorités nationales.

Un mouvement ouvrier commence néanmoins à se reconstituer à partir de 2004 avec notamment le « Comité de coordination pour aider à la création d'organisations ouvrières » présidé par Mahmood Saheli, le syndicat des autobus de la région de Téhéran (Vahed) présidé par Mansour Ossaloo, ou le syndicat de la sucrerie Haft-Tappeh.

La condamnation par l'ONU de la politique nucléaire de l'Iran (décembre 2006) se traduit par un boycott économique qui aggrave considérablement la vie quotidienne de la grande majorité de la population.

En 2009, voter pour l'ancien Premier ministre Moussavi apparaît à beaucoup comme un moyen de s'opposer à Ahmadijad. Accusant le pouvoir d'avoir truqué les élections présidentielles, des millions d'iraniens et d'iraniennes déferlent dans les rues. Ils sont impitoyablement réprimés.

Mais contrairement à la propagande et aux attentes du cercle proche du Guide Suprême, cette répression ne permet pas le resserrement des liens entre les différentes factions conservatrices. Au contraire la défaite des « réformateurs pro-régime islamique » (c'est ainsi que les pro-Moussavi se nomment !) attise les rivalités entre différents centres du pouvoir islamique. Les pro-Ahmadijad profitent de l'occasion pour pousser leurs projets néo-libéraux de privatisation et d'élimination des prix subventionnés des denrées de première nécessité. Ils se heurtent, à l'Assemblée islamique et dans les médias, aux pro-Laridjani (les frères Laridjani occupent respectivement les postes de Président de l'Assemblée islamique et de chef du pouvoir judiciaire). Les escarmouches entre les partisans de ces principales forces conservatrices font la une des journaux. La crise au sommet se manifeste sous un autre angle.

* Houshang Sépéhr est un des animateurs de l'association SSTI.

Les éléments de ce texte sont essentiellement tirés de l'article d'Houshang Sépéhr paru dans la brochure « *Cent ans de dictature : l'histoire contemporaine de l'Iran sous les deux régimes monarchique et islamique* » publiée par l'association « Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens ».

http://www.iran-echo.com/echo_pdf/rapport_cent_ans.pdf